



Déclaration préalable au Conseil d'Administration 06 octobre 2022

La grande braderie de l'État : le Cerema vraiment gagnant ?

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Administrateurs,
Monsieur le Directeur Général,

Les premiers points figurant à l'ordre du jour auront un fort impact sur le devenir du Cerema et son implication dans les territoires. Au regard de ces enjeux majeurs, Force Ouvrière aurait aimé que ce Conseil d'Administration soit programmé sur une journée. Ces points essentiels auraient mérité des débats approfondis.

Force Ouvrière s'inquiète sur l'adéquation entre le plan de charge actuel et les futures commandes émanant des adhésions à venir si le nombre d'agents n'évolue pas en fonction des demandes. Tout ceci est sans compter des besoins exprimés par l'ANCT. Force Ouvrière prend cependant acte de façon favorable du dispositif du « in-house » à la condition que la mobilisation des agents pour satisfaire les besoins des collectivités territoriales se fasse en régie et avec des agents fonctionnaires. Or, ce n'est pas le cas aujourd'hui puisque le nombre actuel de contractuels correspond à un effectif équivalent à un ancien Centre d'Etudes Techniques de l'Equipement, soit plus de 400 agents. Ce n'est bien sûr pas la valeur de ces agents dont il est question, mais bien l'évolution vers un système de précarisation d'emplois avec les fameux « CDD de projets ».

De surcroît, Force Ouvrière alerte sur les conséquences budgétaires du mécanisme des adhésions. Celles-ci fragiliseront encore plus le Cerema. Il s'agira de recettes variables, considérant qu'une collectivité territoriale peut à tout moment mettre fin à son adhésion. Les adhésions ne doivent pas se substituer à la subvention pour charge de service public qui demeure une recette fixe, offrant de bien meilleures garanties en matière budgétaire.

Force Ouvrière prévient de la situation anxiogène liée aux contextes géopolitique, énergétique et climatique dont vont dépendre ces mécanismes, s'ils sont votés. L'inflation conjuguée aux chocs de société (guerre, canicules, manque d'eau) de cet été rendent vulnérables bon nombre de collectivités territoriales. De plus, l'État leur propose de récupérer le réseau routier national non concédé, alors même que le prix des énergies primaires est en train d'exploser. A ce jour, 26 départements et 3 régions se portent candidates pour récupérer ce réseau routier que le Ministère a décidé de brader quand d'autres n'en veulent surtout pas.

Par ailleurs, Force Ouvrière rappelle que depuis la création du Cerema, ses moyens ont

été saccagés. L'Établissement a perdu plus de 800 postes. L'État lui a fait les poches avec une régularité implacable : en témoigne la chute drastique de la subvention pour charge de service public (SCSP) qui ne couvre plus la masse salariale depuis 3 ans. Si d'aucun perçoit Cerem'avenir comme un tremplin pour construire un futur supposé robuste et résilient, Force Ouvrière sait bien que c'est un non-sens. Comment croire en un avenir meilleur avec des indicateurs structurels aussi alarmants ? Quelle est au final la plus-value d'une telle purge quand des centaines de milliards partent dans une crise sanitaire ou dans les poches de cabinets de conseils étrangers comme McKinsey ?

Moins d'activités de laboratoire et de terrain, des charges de travail colossales, des outils de gestion excessivement chronophages, un encadrement déresponsabilisé, et un plan de formation obscur. Cette musique, vous la connaissez bien ! Les agents encore présents la subissent depuis des années.

Non ! Force Ouvrière ne partage pas complètement votre enthousiasme Monsieur le Directeur Général ! Contrairement à ce que vous affirmiez lors de votre discours de rentrée 2022 à l'attention des agents, le Cerema ne se porte pas mieux aujourd'hui qu'il y a 5 ans. Force Ouvrière reconnaît certes certains gains en termes de stratégie et de reconnaissance par les territoires. Cependant, les agents sont devenus addicts à l'hyperconnexion ; ils sont fatigués, et beaucoup souffrent d'une perte de sens dans leurs métiers avec une montée en puissance des risques psychosociaux dans les services. Enfin, ça c'est pour celles et ceux qui n'ont pas été délogés. Personne de censé ne peut être optimiste quant à l'état actuel subi par le Cerema, car même si l'hémorragie est semble-t-il stoppée, le malade n'a pas reçu de perfusion ; avec moins, on ne fera pas plus ou sinon avec quelle qualité de rendu et dans quels délais ?!

Par ailleurs, comment le nouveau Ministère compte-t-il traiter ses opérateurs ? Force Ouvrière exige de la tutelle de couvrir en totalité la masse salariale par la SCSP et en même temps de favoriser un recrutement conséquent d'agents fonctionnaires à venir compte-tenu des enjeux donnés à l'Établissement pour les prochaines années, notamment au vu des départs à la retraite. Il est encore temps et l'urgence est réelle. En conséquence, Force Ouvrière interpelle la tutelle pour s'exprimer sur ces points.

Par ailleurs, le Cerema se devra d'être moteur sur la sobriété énergétique, mais de nombreux facteurs limitent malheureusement ses ambitions. Très anciens, les bâtiments qu'il occupe sont mal entretenus et constituent de véritables passoires thermiques, quand ils ne tombent pas tout simplement en ruine. Comment se montrer vertueux et exemplaire dans ces conditions ? Force Ouvrière attend de la tutelle un geste fort pour rénover les bâtiments du Cerema.

Enfin, le Budget Rectificatif n°2 présente des charges plus importantes pour le Cerema avec les impacts principalement liés au RIFSEEP et à l'augmentation du point d'indice - la période estivale a été si chaude qu'elle a permis son dégel ! Mais encore une fois, le compte n'y est pas et la tutelle ne débloque aucune enveloppe budgétaire complémentaire pour couvrir les mesures annoncées par le Gouvernement. Le Cerema a besoin de fonds pour investir, former ses agents, renouveler son matériel, améliorer les rémunérations !

Force Ouvrière attend des réponses concrètes : tous les aspects sont à prendre en considération si la tutelle et les collectivités territoriales souhaitent s'appuyer sur un établissement d'expertise robuste, pérenne, sobre et qui puisse répondre au mieux à l'ensemble des besoins des territoires au bénéfice de la Nation.

JE-NOUS-TOUS FO!